

**Deuxième session du Comité de Suivi de la Concertation des Rois, Reines et autres
Dignitaires Traditionnels**

Nikki, le 15 juillet 2017

**RAPPEL DES PREOCCUPATIONS
des Rois, Reines, Chefs de terre et autres Dignitaires traditionnels
Réunis le 15 juillet 2017 à Nikki**

Considérant que :

- 1- Le 30 mai 2017, toutes nos différentes cours royales et chefferies traditionnelles du Bénin se sont réunies dans leur majorité écrasante pour nous concerter afin d'harmoniser nos préoccupations en vue de les faire insérer dans notre Constitution à l'occasion des Réformes institutionnelles et politiques lancées par le Président TALON ;
- 2- Ces préoccupations harmonisées et synthétisées dans un document ont été remises en mains propres le même jour par notre délégation dont Sa Majesté le Roi ZEHE était le porte-parole, à la Commission Technique chargée des Réformes institutionnelles et politiques représentée par son vice président, l'Honorable Député CHABI SIKAKARIM ;
- 3- Depuis lors aucune audience ne nous a été accordée malgré les pieds de grue répétés que nous avons faits pour obtenir une rencontre afin de discuter de nos préoccupations ;
- 4- Pendant ce temps, lors des audiences données à certaines délégations royales, le Chef de l'Etat n'a pas pris en compte nos principales revendications remises à la Commission technique ;
- 5- De même, dans le projet de révision de la Constitution initié par le Président TALON, ce qui était inscrit pour les royautés et chefferies traditionnelles cotait très bas nos préoccupations et visait plutôt à réduire nos us et coutumes en folklores pour touristes et nous-mêmes, nos attributions et rôles à ceux de gardiens de royaumes et de sites touristiques ;

C'est pourquoi nous, Rois, Reines, Chefs de terre et autres dignitaires traditionnels, réunis à Nikki ce jour, samedi 15 juillet 2017 :

- Réaffirmons fermement nos préoccupations telles que libellées le 30 mai 2016 au Centre de Promotion de l'Artisanat de Cotonou ;
- Rappelons qu'hier, nos ancêtres et aïeux ont été vaincus par le colon parce que seuls dans leurs royaumes et n'avaient pas eu le temps de s'unir pour lui faire face ;
- Aujourd'hui l'histoire nous a unis par le sort commun ; que l'on soit du sud, du centre, du nord, de l'est ou de l'ouest, nous subissons avec la même intensité les affres du système de domination économique, de l'oppression politique et de l'étouffement culturel en vigueur dans notre pays. Par conséquent, nous nous engageons et nous déterminons à renforcer notre unité réalisée autour de nos préoccupations que nous rappelons ci-dessous aux fins d'initier des actions efficaces pour les faire aboutir :

a- La création, au sein du Parlement, de la Chambre des Nationalités composée de Représentants des Rois et dignitaires traditionnels, et qui aura pour mission de contrôler la

conformité des lois votées par les députés de l'Assemblée nationale avec les valeurs positives de nos traditions ;

b - La création d'une juridiction de droit traditionnel depuis le village jusqu'au sommet ;

c - La reconnaissance par l'Etat des Rois, Chefs de terre, Chefs de couvents, Devins comme administrateurs et juges locaux et dûment payés à cet effet par les soins et fonds de l'Etat ;

d - La reconnaissance par l'Etat des groupes de chasseurs de diverses contrées du pays ainsi que les brigades de jeunes (Donkpè dans certaines contrées) comme structures légales contribuant à la sécurité publique et leur rémunération subséquente dans le cadre de la sécurité publique et de défense du territoire ;

e - La reconnaissance par l'Etat des cabinets et cliniques des tradithérapeutes et guérisseurs comme établissements de soins de santé légaux et partie intégrante de la médecine officielle au Bénin soutenus et subventionnés pour leurs activités ;

f- La Reconnaissance de toutes les langues nationales comme langues officielles d'instruction et d'administration dans leurs terroirs:

- Leur usage obligatoire à tous les niveaux de l'Administration de notre pays dans leurs terroirs respectifs ;
- L'instruction des enfants dans leurs langues maternelles, l'alphabétisation des adultes sur leurs territoires respectifs ;
- Le déploiement immédiat de précepteurs, payés par l'Etat, pour alphabétiser les Rois, Reines, Dignitaires, Intellectuels traditionnels dans leurs langues maternelles sur leurs territoires respectifs ;

7°- La protection et la promotion du patrimoine national (économique, culturel, historique) ».

Nous, Rois et dignitaires traditionnels, réunis à Nikki ce jour 15 juillet 2017 ;

Disons que sans la mise dans notre Constitution de ces préoccupations, comme on en trouve dans les pays voisins du nôtre, il n'y a point d'émancipation réelle de nos peuples vaincus par les colonialistes français il y a un siècle, et que seule leur satisfaction entière permet à notre peuple de recouvrer ses repères pour son décollage économique et social ainsi que sa dignité parmi les autres peuples du monde.

Félicitons l'INIREF et tous les patriotes engagés dans le combat de la promotion de notre culture et des intellectuels traditionnels et y appelons tous les démocrates et responsables administratifs.

Prions Dieu, les mânes de nos Ancêtres et les divinités diverses afin qu'ils inspirent nos Dirigeants, par ailleurs relevant de nos terroirs, pour qu'ils réalisent ces préoccupations qui sont les plus appropriées pour la réhabilitation de la terre de nos aïeux.

Adoptée à l'unanimité et avec acclamations

Nikki, le 15 juillet 2017

Les participants